

MODERNISATION AGRICOLE ET FAIBLESSES DU
POUVOIR MUNICIPAL : L'EXEMPLE DE QUEVEDO,
CENTRE URBAIN INTERMÉDIAIRE DE LA COSTA
ÉQUATORIENNE ET DE SON CANTON

Henry R. GODARD
Gaïtan VILLAVICENCIO

Le canton de Quevedo bénéficie d'une situation géographique favorable dont a profité son chef-lieu Quevedo : contact Costa/sierra; passage obligé sur la Panaméricaine reliant Guayaquil à Quito, les deux métropoles du pays; carrefour routier d'importance régionale; terres tropicales fertiles.

Si l'espace quévédénien est rattaché à la province de los Rios depuis 1860 -année de création de cette province de la Costa-, il fut d'abord intégré à la Sierra et dépendant du canton de Latacunga. La paroisse de Quevedo appartient successivement au canton de Vinces, puis à celui de Pujilf avant d'être de nouveau rattaché à celui de Vinces. En 1943, la paroisse de Quevedo accède au rang de canton, duquel dépendent les paroisses de Mocache (créée en 1913), Valencia (1944), Buena-Fé (1977) et San Carlos (1983) et les *recintos* (annexe I)¹.

La première partie, consacrée au développement du canton, mettra en évidence l'étroite corrélation existant entre l'histoire économique -périodes de croissance, de prospérité puis de crise des produits tropicaux destinés au marché extérieur, et redéploiement actuel des stratégies agricoles (modernisation, reconversion et diversification

¹La division administrative du territoire équatorien se présente de la manière suivante :

* La PROVINCE (20) est administrée par le Gouverneur (nommé par le pouvoir exécutif) et par le Préfet (élu par le peuple) qui dirige les sessions du Conseil Provincial. Dans certaines provinces, le Gouverneur et le Préfet s'affrontent au détriment de l'intérêt provincial; de plus, dans 4 provinces existent des organismes de développement régional qui entrent parfois en concurrence avec les autorités provinciales. Dans la conjoncture actuelle, le Gouverneur dirige les Unités Exécutrices qui sont créées dans une capitale provinciale pour réaliser une oeuvre spécifique.

* Le CANTON (126) est administré par le Conseil Cantonal (élu par la population) dirigé par le Maire (élu par le peuple) dans les villes de plus de 50 000 habitants ou par le président du Conseil (élu par les membres du Conseil Cantonal) dans les villes de moins de 50 000 habitants. Le canton tire ses ressources des impôts et des taxes diverses, du budget annuel accordé par le gouvernement central et des fonds financiers nationaux (par exemple, un pourcentage des ressources issues de la rente pétrolière est alloué à chaque canton).

* La PAROISSE (720 rurales et 227 urbaines) est administrée par la Junta Paroissiale qui tire ses ressources des budgets accordés par le gouvernement central, le Conseil Provincial et la Municipalité.

* Le RECINTO, unité administrative de base, dépend économiquement du canton et ne dispose d'aucune autonomie.

de la production)-, la croissance du pôle urbain cantonal et l'aggravation des problèmes quotidiens auxquels se heurte la majorité de ses habitants.

La seconde partie cherchera à dégager les causes de cette situation apparemment paradoxale -dynamisme agricole du canton et situation critique dans laquelle se trouve aujourd'hui la ville de Quevedo-, en insistant sur les caractéristiques des structures municipales du chef-lieu de canton et en analysant les faiblesses de ces pouvoirs locaux.

En conclusion, nous tenterons de répondre à la question suivante : la Municipalité de Quevedo représente-t-elle un cas "atypique" dans l'évolution des pouvoirs locaux équatoriens et dans la lutte qu'ils mènent pour obtenir les ressources financières nécessaires à l'affermissement de l'espace administratif, économique comme un "modèle" des municipalités équatoriennes de la Costa ?

Il sera aussi nécessaire de dégager les répercussions de la crise sur les structures urbaines et municipales.

I. DYNAMISME AGRICOLE ET CROISSANCE URBAINE INCONTROLÉE

Les périodes économiques axées sur l'agro-exportation d'un produit tropical ont toutes influé sur la croissance de Quevedo, à l'exception de l'ère cacaoyère (1890/1920).

La croissance sans précédent de Quevedo est donc intimement liée à la période bananière (1950/1965) qui a permis le désenclavement de certains espaces de la Costa grâce à la construction des infrastructures routières indispensables à l'évacuation des régimes de bananes vers le port principal.

I.1. La période bananière et le développement urbain accéléré de Quevedo (1950/1965)

Si l'ère cacaoyère a peu influé sur la croissance de Quevedo, la deuxième guerre mondiale "a permis" à la paroisse de se développer -exportation du balsa et du caoutchouc- et accéder au rang de canton. Cette période de prospérité de courte durée (1940/1944), fait place au cycle économique bananier qui voit le canton et son chef-lieu entrer dans une dynamique de croissance accélérée. C'est à partir de 1950 que la ville de Quevedo développe ses fonctions commerciales et de services qui caractérisent aujourd'hui ce centre urbain dominant son hinterland agricole¹.

¹Les informations démographiques, économiques et sociales antérieures à 1950 sont inexistantes ou peu fiables. Les données des années 1950, 1962, 1974 et 1982 sont extraites des recensements INEC.

Pendant la période cacaoyère, l'espace se structurait autour du réseau fluvial du bassin du Guayas et le centre en était Guayaquil; si le port principal reste l'unique débouché pendant l'ère bananière, l'espace s'organise autour du réseau routier. Grâce à l'accroissement des ressources publiques (taxes aux exportations bananières), l'Etat investit et remédie ainsi au problème de l'absence de voies de communication rapides qui entravait le développement de Quevedo. En 1955 est inauguré le pont V. Ibarra qui unit le centre urbain à la route de Latacunga et en 1965 est achevée une route qui permet aux camions d'éviter le centre-ville.

L'amélioration des communications permet non seulement d'accélérer le trafic routier entre le port principal et les régions bananières mais encore de faciliter les migrations vers cette région dynamique. Entre 1950 et 1962, la population de Quevedo passe de 4 168 à 20 600 habitants; le taux de croissance annuel, qui atteint 13,3 % est l'un des plus élevés des centres urbains intermédiaires du

Si Quevedo profite indirectement -accroissement des revenus de l'Etat, prêts accordés aux petits exploitants bananiers par l'intermédiaire du Banco Nacional de Fomento (BNF)¹ -et directement- la municipalité de Quevedo taxe chaque régime de bananes sortant du canton- de l'ère bananière, l'amélioration des infrastructures urbaines ne touche que le centre-ville qui concentre les activités et les infrastructures (réseau d'eau potable, évacuation des eaux usées, électricité,...). La ville "formelle" et productive est privilégiée au détriment des quartiers d'invasion qui se développent malgré la prospérité économique; en effet, les possibilités d'emploi sont toujours restées très en retrait du volume de migrants.

La crise bananière (concurrence des pays d'Amérique centrale, restructuration des firmes multinationales,...) entraîne l'accélération des migrations vers les pôles urbains intermédiaires et vers la métropole de la Costa et nécessite une reconversion agricole de l'espace rural.

I.2. Crise bananière, diversification agricole et spécialisation fonctionnelle de Quevedo (à partir de 1965)

La crise bananière entraîne une restructuration de l'espace rural autour de productions agricoles tournées vers le marché national et vers l'agro-exportation (maïs, riz, oléagineux,...).

¹Entre 1966 et 1970, le BNF (agence de Quevedo) a octroyé 1 409 prêts (3,5 M de sucres); en 1970, elle en octroya 530 (48,3 M de sucres). De 1966 à 1970, le volume prêté est ventilé de la manière suivante : 45,6 % sont investis dans le secteur agricole, 40,5 % dans le développement de l'élevage, 7,5 % dans l'amélioration des terres, 3,2 % dans l'achat de matériel agricole, 3,2 % dans le secteur artisanal et industriel et 0,1 % dans les activités commerciales (CHANG, R., 1984, p. 70).

Aujourd'hui, la SAU du canton de Quevedo se répartit ainsi : cacao (50 %); maïs (17,6 %); café (14,0 %) soja (12 %); riz (3,2 %); banane (3,2 %).

Si la culture bananière est passée au second plan, la diversification, la reconversion et la modernisation agricoles ont entraîné l'accroissement du poids du canton, non seulement au sein de l'espace provincial, mais encore à l'échelle nationale : le canton produit 66,5 % du soja cultivé dans la province et 56,1 % du total national; 47,2 % du cacao de la province et 18,5 % du cacao produit dans le pays;... (CEDEGE, 1983, pp. 103-104).

Alors qu'en 1973 le soja n'était encore qu'une culture marginale, en 1980, il était devenu une des bases de la richesse du canton¹

La réussite de cette restructuration agricole est en partie due à la politique du BNF qui a prêté 1 240 M de sucres (8 470 prêts) entre 1971 et 1980; la ventilation de cette somme met en évidence le poids de l'agriculture et de l'élevage (74,0 % des investissements) au détriment des autres secteurs².

Quevedo vit de son hinterland agricole et le fait vivre en lui fournissant les services -institutions financières privées et publiques, réparation de machines,...- et les produits -engrais, équipement agricole,...- indispensables à l'agriculture.

Si le centre de Quevedo s'est donc spécialisé fonctionnellement, l'agriculture n'a pas imprimé de dynamique industrielle; la diversification agricole n'a pas entraîné de diversification des fonctions

¹ÉVOLUTION DE LA CULTURE DU SOJA (1973/1980)

ANNÉE	SUPERFICIE ENSEMENCEE (Ha)	PRODUCTION (T)	RENDEMENT (Kg/Ha)
1973	185	237	1 282
1975	2 661	3 592	1 350
1978	10 234	14 506	1 390
1980	13 234	20 777	1 570

SOURCE : CHANG, R., 1984, p. 158

²60,8 % des prêts profitent à l'agriculture, 13,2 % à l'élevage, 10,9 % sont investis dans l'achat d'équipement agricole, 4,3 % dans l'amélioration des terres, 6,8 % dans la petite industrie et l'artisanat, 2,9 % dans les activités commerciales, 0,4 % dans le secteur des transports et 1,6 % dans la consolidation des dettes.

Les cultures privilégiés sont celles dont le cycle est court : 45,0 % des prêts agricoles sont destinés au maïs, 31,5 % au soja et 23,8 % au riz (CEDEGE, 1983, p. 111).

urbaines puisque l'agro-industrie et le secteur industriel sont peu développés¹, alors que le commerce et les services sont hypertrophiés par rapport à la taille de la ville² ces fonctions d'appui au secteur agricole font de Quevedo un centre urbain dont l'influence est extra-cantonale.

Cette richesse agricole et cette prospérité urbaine n'ont pas entraîné l'amélioration des infrastructures dans leur ensemble et n'ont pas profité à toutes les catégories sociales. Si l'attraction de Quevedo est évidente -la population est passé de 20 600 en 1962 à 43 100 en 1974, 67 000 en 1982 et 83 500 en 1987 (projections pour l'année 1987) les migrants, bien souvent sans emploi, doivent occuper illégalement certaines terres urbaines en raison de leur impossibilité d'accéder au marché "formel" de l'habitat³.

I.3. Dynamique agricole et aggravation des problèmes urbains

En raison de la crise bananière, de la restructuration des haciendas dans une optique de modernisation et de diversification - concentration de la propriété, modernité et technicité de certains travaux agricoles contrastant avec l'archaïsme de la récolte, ce qui entraîne un taux de sous-emploi très élevé-, de l'échec de la réforme agraire de 1964, du moins pour les petits propriétaires et de l'attraction du pôle urbain cantonal, Quevedo se heurte à de graves problèmes.

"Surmontant avec enthousiasme et persévérance les limitations d'ordre économique, le personnel municipal et le maire,..., ont obtenu le financement d'infrastructures indispensables, ce qui prouve le désir du pouvoir local d'administrer dignement les intérêts de la population...

Sans pécher par optimisme, on peut anticiper en affirmant que les démarches nécessaires à l'obtention du financement qui permettra de réaliser le réseau d'égouts du chef-lieu de canton et des paroisses qui en

¹ NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DANS LE CANTON ET LA VILLE DE QUEVEDO (1982)

	total services (A)	mines (B)	industrie (B)	commerce (B)	restauration (B)	hôtel
canton Quevedo (1)	3 334	1	474	1 931	430	498
ville de Quevedo (2)	2 332	1	317	1 439	213	362
(2) : (1) * 100	69,9 %	0,0 %	66,9 %	74,5 %	49,5 %	72,7 %
(B) : (A) * 100		0,0 %	13,6 %	61,7 %	9,1 %	15,6 %

SOURCE : CHANG, R.- 1984. p. 185

²Plus de 70,0 % des prêts octroyés par le BNF à l'industrie et à l'artisanat sont destinés à la petite industrie du bois, principale composante du secteur secondaire.

³Bien que le taux annuel de croissance démographique ait diminué -13,3 % entre 1950 et 1962, 6,4 % entre 1962 et 1974 et 5,2 % entre 1974 et 1982-, il reste fort; de plus, les infrastructures sont incapables de répondre aux besoins de la population actuelle.

dépendent se solderont par un succès" (MUNICIPALIDAD DE QUEVEDO, 1980, p.8).

Malgré les discours remplis d'optimisme et de satisfaction des autorités municipales, les problèmes urbains auxquels se heurtent quotidiennement les habitants de Quevedo sont de plus en plus aigus¹.

La CEDEGE est certainement plus réaliste, en affirmant que : "... les invasions de terres sont devenues si nombreuses que les projets d'installation ou de développement des réseaux d'eau potable et d'égouts seront incapables de répondre aux nécessités qui sont aujourd'hui supérieures aux besoins qui seront satisfaits lorsque ces travaux d'infrastructure seront achevés" (CEDEGE, 1983 p. 103).

En effet, l'étude de certaines données extraites des recensements de 1974 et de 1982 permet de mettre en évidence la carence des services de base à l'intérieur des habitations (annexe II).

Ces déficiences sont confirmées par les enquêtes réalisés par G. Villaviencio auprès des organisations sociales et populaires et par les coupures de presse extraites des journaux locaux.

Les deux principaux problèmes que doivent affronter les plus démunis sont le manque d'eau potable et l'insuffisance ou l'inexistence du réseau d'égouts²; viennent ensuite, les difficultés liées à l'habitat -légalisation des terres et manque de ressources financières pour améliorer le confort de l'habitation et les services de base³- et ceux qui touchent à l'emploi. Si ces problèmes sont prioritaires, d'autres habitants insistent aussi sur le mauvais état des rues (aucune voie du quartier San Camilo n'est asphaltée), sur la déficience des services de ramassage des ordures ou sur la carence du secteur santé (l'hôpital de Quevedo ne possède que 72 lits),...

¹La ville est divisée par le fleuve Quevedo en deux secteurs : le "centre", au sens d'aire centrale, qui concentre les activités et les infrastructures et la "périphérie" regroupant la majorité des plus démunis sur les terrains inondables du quartier San Camilo; ces deux secteurs correspondent aux deux zones de recensement 01 et 02.

²Ces données sont en cours de traitement; elles serviront de base pour l'élaboration du troisième Plan de Développement de Quevedo qui devrait être achevé à la fin de l'année 1987.

Le réseau d'égouts, construit en 1960, est incomplet, insuffisant et en mauvais état. Alors que les rues ont une longueur de 74 kilomètres, les systèmes d'évacuation des eaux usées et pluviales s'étendent sur moins de 13 kilomètres (CHANG, R., 1984 p. 204).

³Une enquête réalisée auprès de 880 unités familiales met en évidence les problèmes de légalisation des terres; si 63,5 % des chefs de famille se disent propriétaires du lot qu'ils occupent, 53 % d'entre eux ne sont pas en possession des titres de propriété (BANCO ECUATORIANO DE LA VIVIENDA, 1980, tableau C9).

Ces difficultés, certainement accrues en raison de la crise économique qui secoue le pays, sont en partie dues à l'incapacité technique et financière des pouvoirs municipaux.

II. LES FAIBLESSES DU POUVOIR MUNICIPAL : DES CAUSES STRUCTURELLES

II.1. Modernisation agricole et hypertrophie urbaine : une situation paradoxale ?

L'analyse du pouvoir local ne peut pas laisser de côté l'évolution des relations villes/campagnes (CIUDAD, 1986); en effet, celles-ci déterminent un modèle spécifique de comportement étroitement lié au système agro-exportateur. L'agro-exportation produit une série de distorsions dans les relations ville/campagne. Les plus importantes sont les suivantes : incohérence des liens unissant l'espace rural et l'espace urbain -réseau routier insuffisant ou inadéquat, isolement géographique, absence de communication au sens de transmission de l'information-; permanence de la fuite de l'excédent économique vers le centre hégémonique le plus dynamique; existence de liens de dépendance entre la ville intermédiaire et d'autres centres de même rang qui bénéficient d'un dynamisme et d'une croissance supérieurs.

Dans le cas de Quevedo, l'arrière-pensée agricole non seulement dynamise le centre urbain mais encore aggrave ses faiblesses structurelles -dépendance vis-à-vis de la demande extérieure et/ou secteur agro-industriel, selon les cycles économiques. L'influence paradoxale de l'arrière-pensée agricole sur la ville de Quevedo se caractérise, d'un côté, par la conformation et la croissance du centre urbain -utilisation du sol, types d'activités,...- et d'un autre côté, par l'intensification des faiblesses de la Municipalité -problèmes financiers, dépendance des pouvoirs municipaux vis-à-vis du gouvernement central, lutte et sécession des paroisses et des recintos, incapacité de réaliser les plans urbains élaborés et de tenir les promesses électorales,...

Il est donc paradoxale qu'une ville, située à l'intérieur d'une zone agricole dont le niveau de développement est satisfaisant, soit incapable de redistribuer vers cet espace rural une partie de l'excédent productif. Cette situation nous indique que le centre urbain de Quevedo est dans l'incapacité de générer les circuits spécifiques d'accumulation, en raison de son rôle d'intermédiaire et d'appui exclusivement tourné vers la production agricole; il ne fait que reproduire à une échelle micro les relations qui existent à échelle macro, d'une part, entre le centre hégémonique régional et l'espace national, et d'autre part, entre la métropole et le marché mondial.

L'excédent productif de Quevedo est donc capté par Quito et Guayaquil et par d'autres centres urbains intermédiaires qui intègrent une valeur ajoutée à sa production (cas de Santo Domingo de los

Colorados ou de Manta); en effet, dans ces quatre villes sont concentrées les huileries et les industries d'aliments pour le bétail.

En raison de cette situation, le canton se trouve dans l'impossibilité structurelle et fonctionnelle d'orienter et de contrôler la mobilité spatiale de l'excédent productif ainsi que la récupération de cet excédent au travers de son réinvestissement à l'intérieur de l'espace urbain. En effet, l'économie urbaine de l'espace quévédénien est incapable de développer un processus industriel en raison de la division du travail à l'échelle nationale¹.

Cette situation influe également sur la Municipalité qui ne peut pas récupérer, ne serait-ce qu'en partie, les plus-values générées par les terrains ruraux productifs; celles-ci sont recouvertes par la Direction Nationale des Estimations Cadastrales (DINAC) qui dépend du gouvernement central. Enfin, en raison de l'impossibilité de canaliser les bénéfices du développement économique dans son intérêt et dans celui de la population, la Municipalité de Quevedo se présente comme une institution faible au plan économique, inorganisée au plan administratif et conflictuelle au plan politique; elle est le terrain privilégié des luttes et du clientélisme qui voit les différents groupes de pression cantonaux s'affronter dans le but de bénéficier de la générosité du pouvoir central.

II.2. Des actions municipales incohérentes et inachevées

La pénurie chronique de l'économie municipale, due à la faiblesse des ressources financières directes et à la dépendance qui la lie aux vicissitudes du budget alloué par l'Exécutif, empêche la reproduction, tant du capital fixe nécessaire à l'appareil productif que de la force de travail (biens de consommation collectifs indispensables). L'impossibilité de surmonter ces obstacles met en relief l'irrationalité administrative de l'institution municipale qui est incapable de conclure les oeuvres projetées et/ou entreprises.

Quelques exemples mettent en évidence les carences des pouvoirs municipaux quévédéniens : travaux publics inutiles (restructuration du Malecon qui est aujourd'hui utilisé comme aire de stationnement par les camions, illumination de l'avenue principale...), constructions inachevées (marchés non terminés et mal réalisés, programmes de construction d'un réseau d'eaux usées jamais terminés...), irrationalité des travaux récents -la voie d'accès au nouveau pont en construction sur le fleuve Quevedo voit son tracé interrompu par les abattoirs, achevés dans les années quatre-vingt-, etc.

¹Le développement agro-industriel du canton de Quevedo est modeste : 46 petites et moyennes entreprises de transformation de riz et de café; 3 petites fabriques d'aliments pour le bétail.

Si ces aberrations sont particulièrement marquantes dans le chef-lieu de canton, elles ne sont pas absentes des centres urbains les plus importants des paroisses. Le mécontentement de ces unités administratives se manifeste par le désir de réduire leurs liens de dépendance financière vis-à-vis de Quevedo en cherchant à accéder au rang de canton.

Si la ville de Quevedo s'est vue dotée de deux schémas directeurs (1969 et 1974), ils n'ont malheureusement jamais été reconnus légalement et n'ont donc jamais été mis en application. De plus, en raison de la forte croissance démographique et de la crise structurelle de la Municipalité, ils devenaient obsolètes dès leur publication. Il faut souhaiter que le nouveau Plan, en cours de réalisation, ne se heurte pas aux mêmes problèmes.

Enfin, il est nécessaire de signaler que les efforts, stériles, de planification urbaine entrepris par les pouvoirs municipaux se heurtent à la détérioration progressive du cadre de vie et à l'acuité de la crise urbaine qui se manifeste par la prolifération des quartiers d'invasion - organisés en coopératives d'habitat- et par la taudification du secteur central de la ville.

II.3. Une municipalité toujours plus dépendante du pouvoir local

De tout temps, la majorité des infrastructures et des services de base a été financée par l'intermédiaire des ressources provenant du gouvernement central¹ qui ont été obtenues, dans la plupart des cas, soit grâce aux liens politiques et clientélistes, soit par la pression populaire - les barrages sur les grands axes, visant à paralyser l'économie de la région, sont une pratique courante dans le canton de Quevedo.

Les municipalités, qui avaient la charge de financer les services d'éducation, de santé et certaines infrastructures et d'en assurer le bon fonctionnement, se sont vues progressivement dépossédées de ces fonctions au profit des institutions spécialisées du gouvernement central² en raison, d'une part, des ressources financières issues de l'exploitation pétrolière, et d'autre part, des nécessités de domination et de centralisation, l'Etat a diversifié et régionalisé son appareil administratif, entrant ainsi en concurrence avec les organismes locaux, les privant de certaines de leurs fonctions et rognant leur budget. Les pouvoirs provinciaux se heurtent aujourd'hui aux mêmes problèmes que les institutions municipales, en raison des importantes ressources

¹Le problème le plus grave de la gestion municipale touche le chapitre "financement des travaux municipaux"; en effet, ceux-ci doivent obligatoirement être approuvés par les organismes du pouvoir central.

²En 1980, 78 professeurs payés par la Municipalité de Quevedo ont été transférés sur le budget du Ministère de l'Éducation.

financières gérées par les Gouverneurs et des pouvoirs étendus qui leur sont octroyés par le régime politique actuel (contrôle des Unités Exécutrices).

Cette situation accroît la dépendance de la municipalité vis-à-vis des ressources financières de l'Etat et limite ses capacités lui permettant de satisfaire la demande sociale urbaine; lorsque l'administration cantonale a des liens ténus avec le gouvernement central ou lorsqu'elle s'oppose franchement à ce dernier, cette situation, déjà critique quand les relations entre les deux pouvoirs sont bonnes, s'aggrave. Si le Fonds National de Participations (FONAPRE) et la Banque Equatorienne de Développement (BEDE), financés grâce aux ressources provenant de la rente pétrolière, doivent permettre aux municipalités de réaliser certaines infrastructures -cas de Quevedo qui bénéficie de l'appui du BEDE pour mener à bien son programme de construction du réseau d'égouts-, leurs ressources financières sont contrôlées et distribuées par l'Exécutif.

CONCLUSION

Dans une période de crise économique comme celle que traverse le pays actuellement, la dépendance croissante des municipalités des centres urbains intermédiaires vis-à-vis du gouvernement central se manifeste de deux façons :

- La crise de l'économie cantonale se répercute sur les activités urbaines; en effet, les fonctions commerciales et de services des pôles urbains intermédiaires souffrent de la baisse des revenus des agriculteurs et des travailleurs agricoles;

- La diminution des ressources fiscales des municipalités affecte les travaux projetés par les pouvoirs locaux et l'économie urbaine en général.

Ces deux facteurs aggravent la crise urbaine et la faiblesse de l'institution municipale.

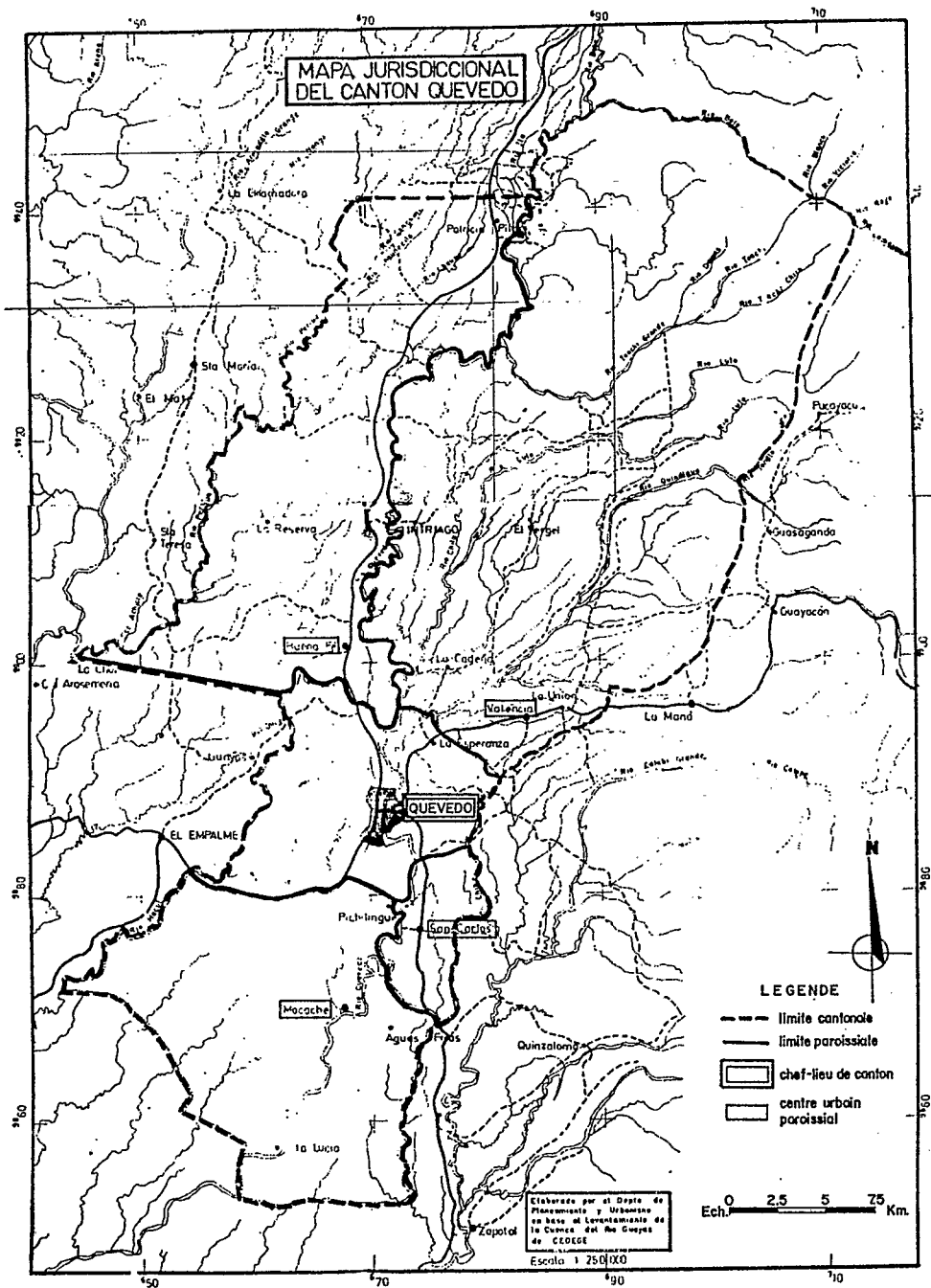
S'il n'est pas question de généraliser les structures de la Municipalité de Quevedo et les problèmes auxquels elle se heurte à l'ensemble du pays, il nous semble que le "modèle" quévédénien peut être étendu à la quasi-totalité des centres intermédiaires de la Costa. En effet, les villes moyennes de la Sierra, qui se caractérisent par une croissance démographique relativement faible et parfois négative, sont liées aux productions alimentaires destinées à la demande urbaine; les centres intermédiaires de la Costa, qui voient leur population s'accroître rapidement, sont liés à l'agro-exportation et/ou aux productions agro-industrielles.

Les problèmes auxquels se heurtent les pouvoirs locaux de Quevedo -faiblesse administrative et financière, croissance urbaine incontrôlée et mal planifiée, autonomie relative remise en cause par l'ingérence toujours accrue de l'Etat dans les affaires municipales-, sont généralisables aux centres intermédiaires de la Costa dont les pouvoirs

locaux sont bien souvent dans l'incapacité d'affronter seuls, les conséquences urbaines d'une croissance démographique accélérée.

BIBLIOGRAPHIE

- ARIAS, M. -Quevedo : 1973-1995, plan director y plan regulador-, Quito, 1976, 209 p., fig., cartes.
- BANCO ECUATORIANO DE LA VIVIENDA (BEV) -Expediente de la ciudad de Quevedo, programa BIRF II-, Guayaquil, 1980, 32 p., tabl., fig., annexes, mimeo.
- COMISION PARA EL ESTUDIO DEL DESARROLLO DE LA CUENCA DEL RIO GUAYAS (CEDEGE) -Diagnostico centros urbanos intermedios-, volume II, 1983, pp. 99-122, cartes.
- CESPEDES, A.; URVAES, J. -Los inmigrantes asiaticos y su impacto en la economia de la ciudad de Quevedo-, Quito, *Revista Geografica del Instituto Geografico Militar*, N° 11, pp. 121-149, tabl., 3 fig., 5 réf. bibliogr.
- CHANG, R. -Quevedo : vision socio-economica-, Guayaquil, 1984, 258 p., 54 tabl., 2 annexes, 31 réf. bibliogr., Universidad de Guayaquil, Thèse d'économie.
- CIUDAD -Ciudades en conflicto : poder local, participacion popular y planificacion en las ciudades intermedias de América Latina-, Quito, CIUDAD/EL CONEJO, 1986, 360 p., tabl., fig., bibliogr.
- CONSULTORA INALDEZ C. Ltda -Memoria tecnica del catastro multifinalitario de Quevedo-, Quito, 1982, 9 chapitres, 4 plans.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA Y CENSOS (INEC) -Censos poblacional y de vivienda-, 1950, 1962, 1974, 1982.
- MUNICIPALIDAD DE QUEVEDO -Quevedo- 1980, 30 p., phot.
- ORELLANA, A.; VILLAVIENCIO, G. -Plan de desarrollo urbano y esquema fisico conceptual de centros secundarios-, Municipalidad de Quevedo/FONAPRE/CONPRODI, 1987, 7 p., tabl.



Annexe II.1. Evolution de la population de la province de los rios et des cantons qui en dépendent (1950, 1962, 1974 et 1982)

ANNÉE	PROV. LOS RIOS	CANT. BABAHOYO	CANT. BABA	CANT. PUEBLOVIEJO QUEVEDO	CANT. URDANETA	CANT. VINCES	CANT. VENTANAS
1950	150 260	37 083	17 413	17 249	11 810	33 623	23 543
1962	250 062	57 071	20 663	12 051	16 966	42 895	44 806
1974	383 432	88 515	25 142	14 786	21 096	58 499	50 779
1982	455 969	106 628	27 299	18 929	21 186	66 128	

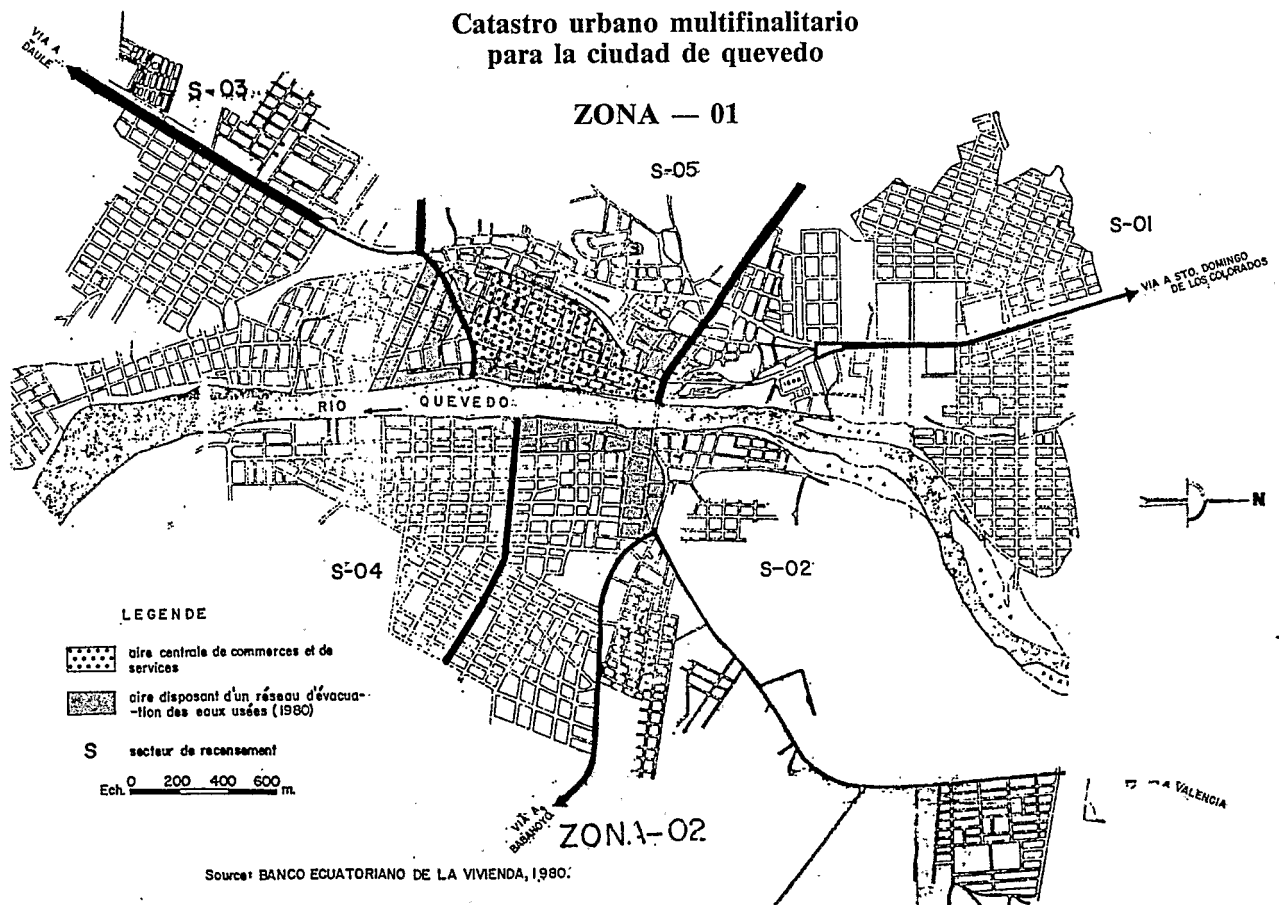
Annexe II.2. Evolution de la population des paroisses du canton de Quevedo (1950, 1962, 1974 et 1982)

ANNÉE	PAR. QUEVEDO urbain	PAR. QUEVEDO périphérie(rural)	PAR. MOCACHE	PAR. VALENCIA	PAR. BUENA FE	PAR. S. CARLOS
1950	4 168	12 901	11 271	4 742		
1962	20 602	17 174	21 779	17 318		
1974	43 101	29 394	35 222	22 871		
1982	67 023	10 273	29 060	23 264	29 468	5 832
82(ville)	67 023		3 491	4 092	10 410	2 110

Annexe II . 3. Evolution des conditions de vie à Quevedo et dans le canton de Quevedo

CONDITIONS DE VIE	1974 (CANTON)	1982 (CANTON)	1974 (VILLE)	1982 (VILLE)
I HABITATIONS PARTICULIERES OCCUPEES				
* Maisons, villas, appartements	32,4 %	65,9 %	45,9 %	73,3 %
chambres, cabanes	67,6 %	34,1 %	54,1 %	26,7 %
* Propriétaires	66,1 %	71,2 %	57,1 %	67,3 %
locataires	15,6 %	14,3 %	32,4 %	24,5 %
autres	18,3 %	14,5 %	10,5 %	8,2 %
II SERVICES				
* Eau potables : réseau public	20,4 %	37,7 %	50,9 %	70,6 %
-dans l'habitation	9,7 %	23,4 %	24,1 %	44,3 %
-hors de l'hab. mais dans l'édifice	5,6 %	10,6 %	14,6 %	20,5 %
-hors de l'édifice	5,1 %	3,7 %	12,2 %	5,8 %
*Electricité				
-oui	23,5 %	45,0 %	55,8 %	73,6 %
-non	76,5 %	55,0 %	44,2 %	26,4 %
* Services hygiéniques				
-exclusifs	14,8 %	29,4 %	32,9 %	49,2 %
-communs	8,6 %	12,5 %	21,2 %	19,0 %
-latrines	17,3 %	22,4 %	28,6 %	24,6 %
-aucune inst.	59,3 %	35,7 %	17,3 %	7,2 %
*Réseau d'égouts				
-public	14,7 %	15,6 %	36,9 %	33,1 %
-fosse septique	19,7 %	31,0 %	36,8 %	41,7 %
-aucune install.	65,6 %	53,4 %	26,3 %	25,2 %

SOURCES : INEC, recensements, 1950, 1962, 1974 et 1982. Les données extraites du recensement de 1974 sont d'une fiabilité douteuse.



O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 30183 ex 1

Cpte : B

3.7.90

VIII p4

F1

CREDAL - Centre de Recherche et de
Documentation sur l'Amérique latine

Jean Revel-Mouroz
Coordinateur

Pouvoir local Régionalismes Décentralisation

Enjeux territoriaux
et territorialité
en Amérique latine

*Ouvrage publié avec le concours du
Centre National de la Recherche Scientifique
et du Conseil scientifique de l'Université
de la Sorbonne-Nouvelle, Paris III*

Collection Travaux et Mémoires de l'IHEAL, n° 47
Série Thèses et Colloques, n°3

IHEAL
1989

*Collection Travaux et Mémoires
de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine n°47
Série Thèses et Colloques N°3
Dirigée par Guy Martinière et Jean Revel-Mouroz*

*Copyright : IHEAL, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine
28 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris - Tél. 42 22 35 93*